

L'information n'est pas une vulgaire marchandise

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

9 janvier 2024



Bernard Saulchoir, s'est offert une tribune vidéo filmée le 2 janvier. Après la publication le 19 décembre 2023 de l'enquête menée par Le Courrier de Guadeloupe sur la situation alarmante de Guadeloupe formation, son directeur général a convoqué les services de la plateforme nommée Le Pige qui se présente comme « le premier média d'information sur les réseaux sociaux ». Aucune question de fond ne lui a été posée par son contradicteur bienveillant, Daniel Martias. Votre serviteur en a fait l'analyse dans un article publié ce jour.

Cette déférence délibérée qui a consisté à donner la parole au directeur de Guadeloupe formation afin qu'il puisse allumer un contre-feu, est tout à fait dans la lignée de la mission que s'est assignée Le Pige.

Il est essentiel que le public soit informé sur la qualité des médias qui sollicitent son attention. Afin de prendre du recul par rapport aux contenus diffusés par ces sites. Les organes d'information jouent un rôle crucial dans la société. À condition de fournir des informations objectives et équilibrées.

L'information a le pouvoir d'éclairer les opinions, les croyances et les comportements sociaux. En tant que telle, elle joue un rôle clé dans la gouvernance et la culture de tout territoire, toute région, tout pays, ce qui lui confère une dimension qui va bien au-delà de la simple valeur marchande.

Lorsque cet objectif est compromis par des intérêts prédominants, ce n'est plus de l'information. C'est au mieux de la communication, quand ce n'est pas simplement de la propagande.

Cette connivence assumée dans une affaire importante pour nous tous, met en lumière la nécessité d'une transparence accrue dans le monde de l'information. Les citoyens ont le droit de s'attendre à une couverture médiatique professionnelle et éthique, sans l'interférence démesurée de personnes qui détiennent un pouvoir politique, économique, ou d'influence.

Il est impératif que chacun se soucie, de là où il se trouve et dans la mesure de ses moyens intellectuels et matériels, de garantir que l'information demeure un bien d'intérêt public, libre de toute manipulation ou partialité.